# &REGIONS

## en direct

**BRETAGNE** — Un navire assurant la liaison entre des îles du Finistère s'est échoué hier obligeant à évacuer ses 365 passagers ainsi que huit membres d'équipage. Le « Fromveur II », propriété de la compagnie Penn ar Bed, a heurté un rocher près de l'île Molène et va être remorqué au port de Molène pour examen de la coque.



DR

**HAUTE-NORMANDIE** — L'ex-ville nouvelle du Vaudreuil (Eure) devenue en 1985 commune de plein droit sous le nom de Val-de-Reuil vient de bénéficier d'un réaménagement de la partie de sa dette contractée lors des premières années de sa fondation. Le ministère du Budget a accepté que son remboursement s'étale jusqu'en 2032 et non plus avances consenties par l'Etat à l'établissement public chargé de l'aménagement du site pour créer des équipements qui se sont avérés surdimensionnés. Conçue pour 140.000 personnes, Val-de-Reuil ne dépasse pas 15.000 habitants. Lors de la dissolution de cet établissement et la création de la commune, l'Etat lui avait transféré la dette.

# Les groupements de PME de l'économie sociale et solidaire sont en plein essor

- Les pôles territoriaux de coopération économique se développent partout en France.
- Le gouvernement mise sur ces regroupements d'entreprises qui favorisent l'emploi local et durable.

**COLLECTIVITÉS**

*Matthieu Quiret*
*mquiret@lesechos.fr*

La mode des coopérations d'entreprises a trouvé sa dernière trouvaille. Après les systèmes productifs locaux, les clusters, pôles de compétitivité et les grappes d'entreprises, voici les pôles territoriaux de coopération économique (PTCE). Benoît Hamon, ministre de l'Economie sociale et solidaire (ESS), a sorti de l'anonymat en juillet ces structures innovantes qu'il veut développer via le coup de pouce d'un appel à projets.

Groupement d'entreprises, de laboratoires, d'associations, de collectivités, un tel pôle se distingue par une coopération qui dépasse la recherche technologique classique ou le partage d'économies au profit de comportements d'entraide et de développements communs très ancrés sur un territoire.

Une vingtaine de pôles sont nés spontanément depuis quelques années, souvent en réaction à la crise qui étrangle une région. Au laboratoire de l'ESS, une structure qui promeut cette économie, Aude Boisadan défend l'intérêt de ces coopérations. *« Elles permettent souvent de répondre à un besoin mal satisfait du territoire et offrent des solutions de développement local durable. »*

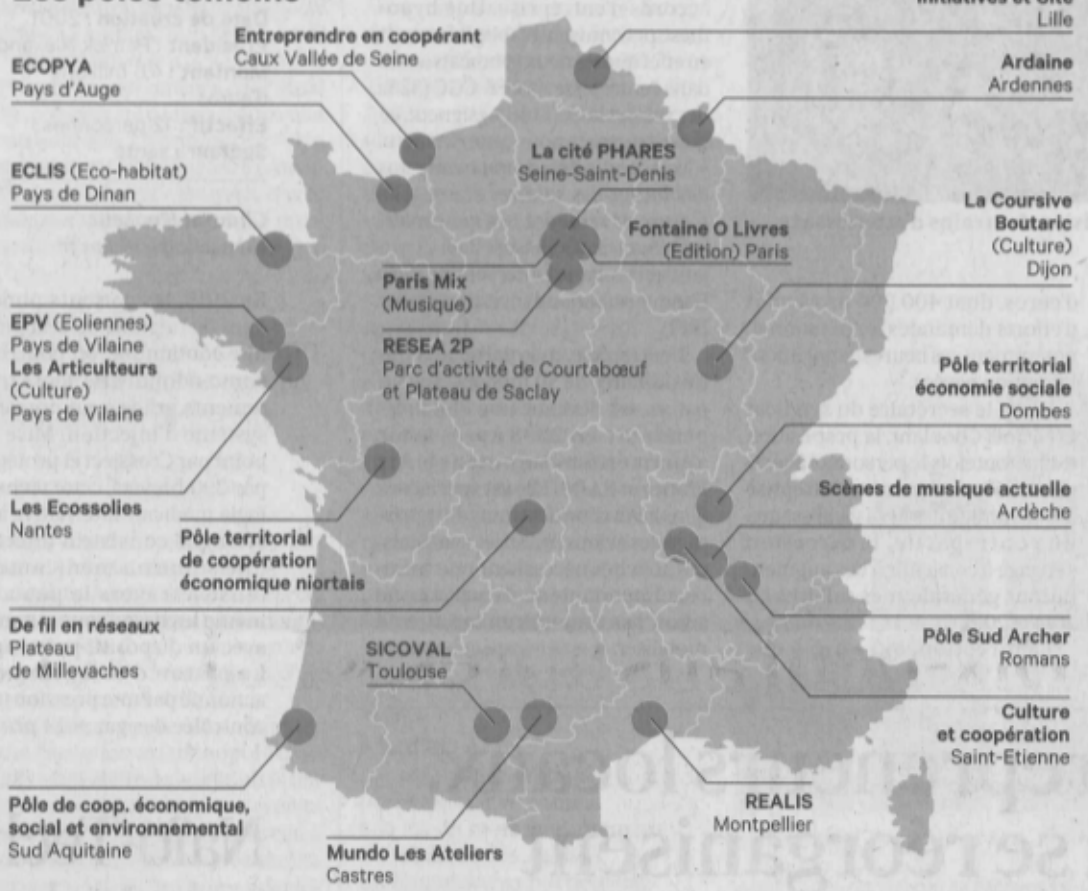
### Bibliodiversité

A Paris, Fontaine O Livres associe 65 acteurs de l'édition et de la librairie pour lutter contre la fragilisation des petits acteurs de ce secteur. Il représente 7,5 millions d'euros de chiffre d'affaires, 120 emplois. Son but : faciliter l'émergence de jeunes pousses innovantes, favoriser la « bibliodiversité ». L'an dernier, le pôle s'est même doté d'un organisme de formation. A Romans, dans la Drôme, Sud Archer s'est appuyé sur le groupe du même nom pour tenter de relocaliser la fabrication de chaussures « éthiques ». En Bretagne, dans le pays de Redon, un groupement s'acharne à développer une ferme éolienne avec un investissement de 1,8 million d'euros. Dans le pôle PHARES en Seine-Saint-Denis où s'est rendu Benoît Hamon en juillet, cinq structures ont investi dans les années 2000 une usine désaffectée. Ils sont aujourd'hui le double et emploient 200 salariés en insertion.

La mayonnaise ne prend toutefois qu'à quelques conditions. *« Il faut des noyaux d'acteurs qui ont dix à quinze ans de recul »*, insiste notamment Aude Boisadan. Le laboratoire de l'ESS prépare pour la fin d'année une étude plus exhaustive mais il apparaît déjà que tous les pôles ont connu ces dernières années une hausse de la création d'emplois et du chiffre d'affaires selon elle.

Au cabinet de Benoît Hamon, la conseillère Géraldine Lacroix confirme l'engouement actuel avec une centaine d'initiatives qui pourraient venir grossir le rang des 20 pôles existants. Une quinzaine seront soutenus financièrement par une enveloppe de 3 millions d'euros. Ils seront sélectionnés avant la fin d'année. ■

### Les pôles témoins




« LES ECHOS » / SOURCE : RBDIS

**100**

**MILLIONS D'EUROS**

Sur les 500 millions prévus pour l'ESS par la Banque publique d'investissement, une centaine sont réservés aux projets d'innovation sociale. Une manne que convoitent déjà les acteurs des pôles.

## A Lille, Initiatives et Cité se pose en modèle

**Une vingtaine d'entreprises du Nord coopèrent commercialement et financièrement. Des collectivités veulent reproduire ce pôle.**

Le doyen des PTCE a quitté cet été l'élégant vieux Lille pour se rapprocher du quartier populaire de Wazemmes. Comme les familles devenues nombreuses, Initiatives et Cité déménage pour s'agrandir. Lancée en 2010 par quelques entreprises pour structurer leur coopération informelle qui datait de 2001, cette entreprise au statut d'union d'économie sociale anonyme connecte aujourd'hui 19 sociétés, coopératives et associations du secteur des services qui en sont sociétaires. Elle réalise 600.000 euros de chiffre d'affaires mais ses « filles » dégagent 19 millions de chiffre d'affaires et emploient 450 salariés au total, une activité en croissance de 20 %. *« Nous sommes davantage qu'un club d'entreprises, nous avons un projet économique commun et nous représentons une marque. Cela nous permet de répondre en commun à un appel d'offres au nom d'Initiatives et Cité »*, explique Sandrino Graceffa, le PDG.

La diversité des métiers et des compétences des 19 structures permet de présenter une offre plus complète. En mai dernier, le pôle a ainsi remporté le contrat du « joli mois de l'Europe » de la préfecture de région et du C2RP. Affaires Publiques apportait son savoir-faire dans les relations publiques, Résonance dans l'édition et le spécialiste du portage salarial Grands Ensemble dans l'animation. *« Nous nous organisons dans ce cas en mode projet qui nous permet d'être très réactif »*, insiste Sandrino Graceffa. La dimension du pôle permet aussi d'atteindre une taille critique et de rassurer les donneurs d'ordre. *« Nous venons d'embaucher deux sociologues, des compétences originales qui pourront profiter aux autres entreprises, nos salariés entrepreneurs facturent régulièrement leurs prestations aux autres et certains travaillent même à 90 % pour le pôle »*, indique Patrick Coquidé, chargé d'accompagnement chez Grands Ensemble.

### Sauvés de la disparition

Autre intérêt des coopérations, la mutualisation. Les 6 entreprises qui viennent de faire locaux communs économisent par exemple 30.000 euros en frais téléphoniques.

Enfin, les promoteurs de cette démarche mettent en avant la protection qu'offre cet accompagnement en temps de crise. Deux petits acteurs proches de la disparition, Résonance et RIF, ont ainsi été sauvés grâce à leur entrée dans le pôle et une révision de leur stratégie.

**Il a dit**



Barbara Grossmann

« Je fais le pari que nous allons créer plus d'emplois que l'arrivée d'IBM à Lille. Tous les projecteurs sont pourtant braqués sur ce projet. »

**SANDRINO GRACEFFA**
PDG d'Initiatives et Cité

Pour financer I&C, ses membres ont mis en place une petite taxe Tobin intérieure qui prélève quelques pourcents sur chaque flux financier échangé lors de coopération.

### Dépendance

Le pôle continue pourtant de souffrir de la marginalité dans laquelle vit souvent l'économie sociale et solidaire. Ses entreprises se plaignent de n'avoir aucune attention de la part des banquiers qui ne comprennent pas leurs spécificités. Difficile de répéter aux chargés de clientèle que l'ambiance de la coopérative ou le nombre d'embauches est au moins aussi important que les bénéfices. Du coup, le pôle reste dépendant du Crédit Coopératif, sensibilisé de fait à l'ESS. Le pôle ne peut se plaindre des subventions qu'il reçoit des collectivités, elles constituent 7 % de son budget, mais les soutiens se font discrets comparé au tapis déroulé devant l'arrivée d'IBM à Lille. *« Les élus ou les acteurs économiques aiment ce qui brille »*, soupire Sandrino Graceffa.

Certaines collectivités du Nord néanmoins ont compris l'intérêt de la démarche pour dynamiser leur économie locale et propose au PTCE de monter un pôle similaire chez elles. Comme la communauté d'agglomération du Calaisis. *« Nous avons été les premiers à lancer ce type de pôle et avons servi de modèle aux autres »*, estime Sandrino Graceffa. Le débat sur la loi sur l'ESS en fin d'année, qui facilitera la reconnaissance des acteurs de cette économie, et les fonds que débloquera la BPI le rendent optimiste. Sans compter le Cice qui pourrait lui faire économiser une grosse somme cette année. — *M. Q.*

## Un consultant qui nargue Ernst & Young

**Fusionnés, les cabinets de conseil Multicité et Extramuros aident les collectivités à trouver des solutions innovantes.**

Les entreprises du pôle Initiatives et Cité pratiquent une telle proximité que certaines en viennent à fusionner. C'est le cas de Multicité et Extramuros, deux cabinets de consultants qui ont uni leurs compétences en développement économique durable, dans l'urbanisme, le conseil RH, etc. La coopérative n'a pas encore trouvé son nouveau nom de mariage mais elle prépare déjà une levée de fonds pour financer le développement de l'ensemble. La petite agence compte maintenant 24 personnes et elle espère réaliser 1,4 million de chiffre d'affaires cette année. *« Nous sortons de trois bonnes années »*, se réjouit Caroline Senez, la gérante.

La coopérative travaille à 70 % pour les collectivités sur des projets qui exigent beaucoup de concertation, son cœur de métier. Elle se targue d'avoir fait du développement durable depuis vingt ans, bien avant la plupart de ses concurrents actuels. Ses consultants ont réalisé de nombreux Agenda 21, un exercice de planification de la lutte contre l'effet de serre des collectivités qui a été longtemps une vache à lait. Dont celui de Paris remporté face au grand cabinet international Ernst & Young. On les retrouve derrière la création de la société de location en libre-service Lilas Autopartage. *« Nous avons été très portés par le Grenelle de l'environnement, par la mise en place par exemple du bio dans les cantines avec la volonté des municipalités de développer le maraîchage de proximité »*, rappelle Caroline Senez. Lille s'est par exemple rendu compte après l'avoir promis que l'approvisionnement en repas bio pour ses élèves n'allait pas de soi, les filières amont restant à construire.

### Intelligence collective sur les territoires

L'agence rebondit aujourd'hui sur un créneau plus en prise avec la crise, l'intelligence collective sur les territoires. La gérante traduit : *« Les collectivités ont moins d'argent, nous les aidons à concevoir comment continuer à innover ou à faire autant avec moins. »* A Douai, où le grand écoquartier du Raquet sort actuellement de terre, il s'agit d'y associer le développement du maraîchage offrant des emplois aux handicapés. A Lens, grâce au succès de l'annexe du Louvre, l'offre hôtelière s'enrichit mais elle bute sur un manque de personnel local qualifié. L'agence est donc chargée par Pôle emploi de monter un programme de formation pour promouvoir la main-d'œuvre de Lens. Avec un bailleur social, elle monte aussi un service de colocation pour malades psychiatriques bien moins cher que l'hébergement à hôpital. Citons également la création d'un financement innovant pour l'installation de toitures solaires sur les écoles.

Signe du changement, l'agence attire de plus en plus des jeunes diplômés de grandes écoles, prêts à sacrifier un peu de rémunération pour gagner en sens. *« On fait de la politique, je prétends que nous changeons les choses grâce à nos conseils »*, affirme Caroline Senez. — *M. Q.*